

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

DECISION DU PRESIDENT

DU 15 AVRIL 2024

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE QUINZE AVRIL
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°16 – FINANCES – CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES POUR LA PERCEPTION DES PRODUITS LIES A LA MISE EN
CONFORMITE DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT DU TERRITOIRE**

Le Président,

Vu l'article L.5219-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial
« Paris Terres d'Envol »,

Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de
déléguer une partie de ses attributions au Président,

Vu la délibération n°36 du conseil de territoire du 11 juillet 2020 par laquelle le conseil territorial a délégué
ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de
prendre les décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au
fonctionnement des services du territoire,

Vu le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et
notamment son article 22,

Vu le décret N° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du
23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses
dispositions relatives aux comptes publics,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatifs à la création des
régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales
et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M en date du 21 avril 2006 définissant les dispositions
concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies de recettes et d'avances des
collectivités et établissements publics locaux,

Vu l'avis conforme de Monsieur le comptable public assignataire de l'établissement public territorial «Paris
Terres d'Envol» en date du 8 avril 2024.

Considérant qu'il y a lieu, dans le cadre de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol», de
créer une régie de recettes pour la perception des produits liés à la mise en conformité des réseaux
d'assainissement.

DÉCIDE

Article 1 A compter du 1^{er} mai 2024, il est institué une régie de recettes pour la perception des produits liés à la
mise en conformité des réseaux d'assainissement du territoire.

Article 2 Cette régie est installée au sein de la direction de l'eau et de l'assainissement, 50 allée des
Impressionnistes à Villepinte.

Article 3 La régie encaissera les produits suivants :

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240415-16-15-04-2024-AU
Date de télétransmission : 24/04/2024
Date de réception préfecture : 24/04/2024

- Article 3** La régie encaissera les produits suivants :
- Les enquêtes de mise en conformité des réseaux (visite / contre-visite)
- Article 4** Les recettes désignées à l'article 3 seront encaissées selon le mode de recouvrement suivant :
- Paiement en ligne via Payfip,
 - Chèque,
 - Virement.
- Elles seront perçues contre remise à l'usager d'une quittance.
- Article 5** La création d'un compte de dépôt de fonds au trésor.
- Article 6** Le montant mensuel total de la régie est estimé à 25.000 euros.
- Article 7** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 25.000 euros.
- Article 8** Le régisseur et ses mandataires suppléants seront nommés par arrêté du Président, sur avis conforme du comptable public assignataire.
- Article 9** Le régisseur, est tenu de verser au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé par l'article 7 et au minimum une fois tous les mois.
- Article 10** Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des justificatifs des opérations de recettes, tous les mois, et en tout état de cause, le 31 décembre de chaque année, lors de sa cessation de fonctions ou de son remplacement par les mandataires suppléants.
- Article 11** Le régisseur percevra, après avis conforme du comptable public assignataire, une indemnité de responsabilité qui sera intégrée dans son régime indemnitaire, selon la réglementation en vigueur. Les mandataires suppléants ne percevront aucune fraction d'IFSE supplémentaire pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie.
- Article 12** Le Président et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.
- Article 13** Ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
 - Monsieur le comptable public assignataire de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol».
- Article 14** Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil de territoire

Pour extrait conforme


Le Président
Bruno BESCHIZZA